



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de la Protection des
Populations**

ARRÊTÉ

prorogeant le délai de fonctionnement
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
SARL DE GOASLAND à Saint Servais

Le préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la directive européenne 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I et V et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 nommant Monsieur Stéphane ROUVE, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de Monsieur David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Mme Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 établissant le septième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 juin 2024 portant délégation de signature à Monsieur David Cochou, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012 rectifié le 24 juillet 2012 au nom de Monsieur Jean Yves LE DEUFF, modifié le 10 avril 2017 au nom de la SARL DE GOASLAND, l'autorisant à exploiter au lieu-dit « Goasland » à Saint Servais, un élevage avicole de 78 000 volailles de chair en multi-production ;
- Vu** la demande présentée le 29 juillet 2024 par la SARL DE GOASLAND, dont le siège social est situé au lieu-dit « 5, Goasland » à La Motte, afin de prolonger le délai de validité de l'acte préfectoral ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 7 août 2024 ;

Considérant que l'exploitation a été victime d'un acte criminel ;

Considérant que des procédures judiciaires ont été engagées ;

Considérant que des procédures auprès des organismes d'assurances ont été engagées ;

Considérant que la reconstruction ne pouvait pas être entreprise avant la fin des expertises qui ne se termineront qu'en septembre 2024 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Exploitant titulaire de l'autorisation

La SARL DE GOASLAND, dont le siège social est situé à « 5, Goas Land » à Saint Servais, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de l'élevage de volailles situé à la même adresse.

Article 2 : Nature des installations

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a	A	Elevage intensif	Elevage de volailles	Nombre total d'empla- cements	> 40000	1 place = 1 empla- cement	78000	Empla- cements

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
SAINT SERVAIS	Avicole	OA	489, 490, 492, 513, 514

Article 3 : Validité de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de 24 mois à compter du 29 juillet 2024, ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 4 : Affichage et publication

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint Servais pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint Servais pendant une durée minimum d'un mois ;

- mise en ligne sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois ;

Article 5 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage de la décision en mairie ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le maire de Saint Servais et la directrice départementale par intérim de la protection des populations par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le 27 AOUT 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



David COCHU

